

# EDITORIAL

---

par Marcel GREGOIRE,

Président de l'Institut belge de Science politique.

★

Voici la réalisation d'un rêve caressé, dès le début, par les fondateurs de l'Institut belge de Science politique. La revue qui voit aujourd'hui le jour n'est pas encore à la mesure de nos ambitions. Elle constitue, en tout cas, une suite dans la série d'initiatives qui ont été prises, depuis quelques mois, pour tenter de donner à la science politique, en Belgique, la place qu'elle mérite.

Parmi les différences qui distinguent l'après-guerre de 1944 de celle de 1918, il faut relever l'absence presque totale de réformes politiques. En 1918 apparut le suffrage universel; l'âge électoral fut abaissé à 21 ans; l'accès au Sénat fut modifié tandis que, par ailleurs, idées et projets fusaient de partout. Aujourd'hui, les réformateurs sont, presque tout entiers, absorbés par le social et l'économique. Le politique, en revanche, n'excite guère les imaginations; on dirait que le spectacle des innovations constitutionnelles, notamment en France, a fait perdre aux esprits inventifs leur confiance dans les vertus des institutions proprement politiques. Que s'y ajoute le conservatisme en quelque sorte congénital de la plupart des gouvernants comme de l'immense masse des gouvernés (ils n'ont pas, les uns et les autres, les mêmes raisons) et, bon gré mal gré, nous voilà obligés de nous accommoder des maux et des manques de notre régime.

\*  
\*\*

Pareille résignation peut, à certains égards, paraître sage. Est-elle, cependant, vraiment raisonnable ?

L'essentiel de notre organisation politique et administrative date d'une époque où les techniques et les mentalités étaient très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui.

Quand furent créés la province, l'arrondissement et la commune et que furent fixées leurs attributions, il n'y avait ni chemins de fer, ni automobiles, ni avions, ni téléphone, ni radio-diffusion, ni télévision. Anderlecht, Uccle et Teruren étaient, en fait, plus éloignés de Bruxelles que ne le sont aujourd'hui, respectivement, Waterloo, Namur et Arlon. L'organisation et la procédure judiciaires étaient également fonction de l'énormité des distances et du peu d'expansion de l'instruction : d'où l'intervention des avoués, l'administration des preuves, le rôle de l'acte notarié, etc. L'Etat était cantonné dans quelques tâches traditionnelles. Chargés de maintenir l'ordre, de rendre la justice, de lever l'impôt, d'assurer la défense du pays et sa représentation à l'extérieur, les fonctionnaires avaient tout le prestige, mais aussi le manque de contacts de personnages en quelque sorte sacrés revêtus de l'imperium. Les écritures se faisaient à la plume et les calculs, mentalement; les copies, que reproduisent aujourd'hui des machines de toutes sortes, étaient manuelles; des « rédacteurs » préparaient des projets, que l'on dicte maintenant à une secrétaire ou, mieux encore, à un enregistreur. On n'en finirait pas de dénombrer les différences entre ce qui se faisait alors et ce qui, aujourd'hui, est entré dans nos habitudes.

Le génie de Napoléon, celui qui, parmi ses titres de gloire, risque d'être le moins contesté, c'est d'avoir su, en trois mois, adapter les organismes administratifs de son temps à ses réelles conditions de vie. C'est une tâche du même genre que requièrent les transformations profondes qu'a vues naître notre époque; elle est même plus considérable encore, car, par rapport au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les différences de notre temps sont incomparablement plus grandes qu'elles ne l'étaient, au temps de Napoléon, par rapport aux périodes qui avaient précédé. Depuis, l'Etat s'est chargé de missions

qui n'avaient jamais été les siennes. Les nations, par ailleurs, sont de moins en moins autonomes dans un monde de plus en plus rétréci.

\*  
\*\*

Hélas ! Un travers de notre pays, si remarquable en d'autres domaines, consiste à mésestimer toute recherche dont le rendement n'apparaît pas immédiatement. Même en ce qui concerne les sciences exactes, et malgré le prestige qu'elles doivent à des découvertes et à des réalisations spectaculaires, il a fallu toute l'autorité du roi Albert pour qu'on se décide à faire, chez nous, ce qu'il fallait pour rester au niveau des autres états industriels. Encore n'est-ce pas suffisant ; et s'il faut mesurer la puissance d'un Etat aux sommes qu'il consacre à l'instruction et à la recherche, nous nous préparons de durs réveils. A moins que M. Pierre Harmel réussisse, et à temps : mais ceci est une autre histoire...

Celle dont il est ici question, c'est que le public belge, même dans sa partie éclairée, n'accorde pas aux sciences humaines l'attention que celles-ci méritent. La politique est considérée, avant tout, comme une œuvre de polémique et de passion, incapable d'observations exactes et d'analyses rigoureuses et au sujet de laquelle il suffit d'une culture générale et même du simple bon sens pour décider. Des savants peuvent, en cette qualité et sans la perdre, se pencher sur des civilisations disparues. Mais s'il s'agit de la société dans laquelle nous vivons et de qui notre sort dépend, on se comporte comme si elle échappait à toute règle, déjouait toute conjecture et évoluait par des accidents aussi imprévisibles qu'inéluctables. D'autres encore considèrent la politique comme un jeu, rarement honnête et indigne, en tout cas, de la réflexion des gens sérieux. « Ils ne s'occupent pas », disent-ils, « de politique ». Quitte à ce que celle-ci, se rattrapant, s'occupe d'eux, et comment !...

\*  
\*\*

Pareille attitude est tout à fait déraisonnable.

On se bornera à deux rappels, mais il en est bien d'autres.

Quelle découverte matérielle même la plus extraordinaire, quel équipement technique, scienti-

fique ou militaire même le plus coûteux auront eu sur l'existence quotidienne de tous les humains une influence aussi considérable que le marxisme ? Industriels, hommes d'Etats, prêtres, savants, ouvriers : n'eût-il pas valu la peine qu'ils étudient à temps cette doctrine et ses implications ?

Par ailleurs, et pour parler de ce qui nous est plus particulier, la Belgique possède, au Congo, d'immenses intérêts. Ses entreprises y ont investi des capitaux considérables ; pour que ceux-ci continuent à « rendre », il faudra en ajouter d'autres. Un patrimoine qui se chiffre par milliards, notre pays risque de le perdre s'il est, un jour, expulsé. Ne serait-il pas sage, dès lors, de consacrer chaque année quelques pauvres petits millions à la recherche des moyens de rester ?

D'autres pays l'ont compris. Des budgets extrêmement importants, aux Etats-Unis et en Angleterre, notamment, sont mis à la disposition des *political scientists*. En France, sous l'énergique impulsion de la Fondation Nationale des Sciences Politiques et du Centre National de la Recherche Scientifique, les études se multiplient, chaque jour plus denses et plus larges, qui apportent les matériaux indispensables à la compréhension et à la prévision des phénomènes politiques.

De toute la force de ma conviction, je me permets d'adresser un appel à nos hommes d'Etat, aux militants de nos syndicats, aux chefs de nos administrations, aux dirigeants de nos grandes entreprises publiques ou privées pour qu'ils permettent qu'un effort du même genre puisse se développer dans notre pays. A l'aube du Marché Commun, alors que le Congo va grandement se transformer, il importe absolument que nous sachions où nous en sommes et où nous voulons aller, ce qu'il faut faire et ce qu'il est indispensable d'éviter (1). Refuser, en de tels moments, de penser la politique, c'est refuser de penser son sort, ou encore, ni plus ni moins, abdiquer.

Qu'on ne voie en cet appel aucun intérêt, fût-il d'amour-propre. S'il advenait à l'Institut belge de Science politique d'être doté des moyens lui permettant de remplir la mission indispensable dont il est ici question, il lui faudrait un président plus jeune, plus dynamique et ayant plus de temps

(1) Par exemple, un C.E.R.E., consacré aux problèmes du Congo, est indispensable. Il faut, à tout prix, éviter de rééditer les improvisations de ces dernières semaines.

à lui consacrer que l'actuel ; celui-ci, sans hésiter, est tout prêt à céder la place.

\*  
\*\*

Et attendant, grâce au dévouement du Secrétaire général et avec l'aide combien éclairée et combien généreuse des membres du conseil d'administration, l'Institut s'efforce de multiplier les contacts entre tous ceux que préoccupent les questions politiques. La revue qui voit aujourd'hui le jour s'inscrit dans la ligne de cet effort ; on forme le vœu qu'elle en constitue une étape importante.

Elle aura la chance d'être dirigée par deux personnalités de tout premier plan : M. André Moliator, chef de cabinet du Ministre des Affaires culturelles, professeur extraordinaire à l'Université catholique de Louvain, sera son directeur ; M. Léo Moulin, professeur au Collège d'Europe à Bruges, dont on connaît les contributions à la science politique, son rédacteur en chef. Leur culture et leur savoir-faire sont garants de l'intérêt et de l'éclectisme de la nouvelle revue.

Provisoirement, celle-ci paraîtra deux fois par an, chaque fois dans le format actuel. Si le nombre de nos membres augmente et si l'état de nos finances le permet, elle deviendra trimestrielle.

Avant tout, elle se consacrera aux problèmes belges ; de ce point de vue, notre pays est trop peu connu, aussi bien par nos compatriotes que par les étrangers. C'est ainsi que, très régulièrement, des historiens spécialisés feront revivre des précédents et la manière dont, à la belge, ils furent résolus. Très régulièrement aussi, une bibliographie aussi complète que possible recensera tous les livres et tous les articles de revues traitant, dans notre pays et à l'étranger, de la Belgique et de questions qui lui sont propres. Bien loin d'être négligés, les problèmes d'ordre général seront régulièrement traités. Enfin, les expériences et la vie politique de l'étranger requerront toute notre attention, surtout dans la mesure où ils pourront nous aider à voir clair et nous servir ou d'exemples ou de leçons.

La Revue, cependant, ne remplira le rôle que nous lui assignons que si elle est un nouvel instrument de dialogue entre tous ceux que, depuis quelques années, nous nous efforçons de réunir dans nos séances d'études, nos colloques, nos conférences. Nous attendons donc de nos lecteurs suggestions et observations. Nous les espérons aussi nombreux ; nous avons besoin de leur appui et, pour commencer, une active propagande de recrutement et d'abonnements.

A l'avance, et à tous, merci.

